

Le Catalyseur

Lettre d'information de l'UIC Île-de-France

N°86 - Juillet 2014



« Conforter les synergies » au sein de l'OPC mais aussi auprès des grands acteurs français, tel est l'Objectif Prioritaire 2014 de l'UIC Île-de-France approuvé par son Assemblée Générale le 3 juin dernier.

Assemblée Générale qui s'est tenue exceptionnellement à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne (UPEC), pour souligner notre attachement et nos liens avec l'enseignement supérieur qui offre par une formation de pointe, à l'image de l'UPEC, de très nombreux partenariats de qualité aux entreprises de la chimie dont son Président nous fait part ci-après.

« Conforter les synergies » aussi à l'occasion de la 11ème édition du Village de la Chimie où professionnels, enseignants, chercheurs, scientifiques, entrepreneurs toujours plus nombreux et motivés ont une nouvelle fois éveillé ou fortifié le goût pour la Chimie et ses métiers aux 8 500 Jeunes qui se sont pressés en mars dernier au Parc Floral de Paris.

« Conforter les synergies » encore avec les 3èmes Trophées « Chimie Responsable » où nous aurons le 18 novembre prochain une nouvelle fois l'opportunité d'honorer dans le cadre du « Responsable Care » les plus belles initiatives des entreprises de l'Île-de-France et du Centre, engagées résolument dans le Développement Durable.

« Conforter les synergies » enfin lors des 3èmes États Généraux de la Chimie pour « Oser la Chimie » avec 700 participants : industriels, enseignants, politiques, syndicalistes... invités le 22 mai à l'initiative de Philippe Goebel, Président de l'UIC à « donner ensemble du sens à l'Avenir ».

Gilles le Maire
Délégué Général
UIC Île-de-France

EXCELLENCE ACADÉMIQUE ET PROFESSIONNALISATION

Luc Hittinger, Président de l'Université Paris Est-Créteil, Val-de-Marne

Avec ses 30 000 étudiants, 7 facultés, 5 instituts et 31 laboratoires de recherche, l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne est une université pluridisciplinaire qui depuis plus de 40 ans conduit une recherche de qualité et une politique de formation tout au long de la vie – du DUT au Doctorat – articulant excellence académique et professionnalisation. Acteur majeur de la formation par alternance et de la formation des adultes, l'UPEC accueille 2 300 alternants et plus de 3 500 stagiaires de la formation continue.

Dans le domaine de la Chimie, l'expertise de l'UPEC trouve ses fondements au sein de trois laboratoires de recherche – l'Institut de Chimie et des Matériaux de Paris-Est, le Laboratoire Eau, Environnement, Systèmes Urbains et le laboratoire inter-universitaire de systèmes atmosphériques – et dans une offre de formation riche : quatre masters à la faculté de Sciences et Technologie, trois licences professionnelles et une spécialité de DUT à l'Institut Universitaire de Technologie de Créteil-Vitry.

Dans tous ses champs de formation et de recherche – des Sciences Humaines et Sociales aux Sciences Economiques et de Gestion en passant par les Sciences du vivant et la Chimie – l'UPEC développe des partenariats avec les acteurs économiques de son territoire pour la professionnalisation et l'insertion professionnelle de ses étudiants, ainsi que pour des collaborations scientifiques fortes et durables.

Les équipes de l'UPEC et en particulier celles de l'IUT de Créteil-Vitry sont vos interlocuteurs privilégiés pour envisager avec vous toute collaboration concernant l'accueil d'étudiants en stage ou en alternance. Des formations à destination de vos salariés sont également mises en oeuvre, qu'elles soient qualifiantes, diplômantes, en présentiel, en distanciel ou via la validation des acquis de l'expérience (VAE). Sur ce registre, l'expérience de l'UPEC lui permet aujourd'hui de proposer aux industriels des montages originaux mixant formations modulaires

capitalisables et VAE partielle, donnant lieu à l'obtention d'un diplôme national en une ou plusieurs années. Enfin, l'expertise des enseignants-chercheurs de l'UPEC, à la pointe de leur discipline scientifique, permet de proposer tout type de séminaire.

“
L'UPEC, aux côtés des industries chimiques
”

L'UPEC, aux côtés des industries chimiques depuis de nombreuses années, vous propose donc toutes sortes de relations partenariales adaptées à vos besoins dans les domaines de la formation, la professionnalisation et la recherche.

**CHIFFRES
D'AFFAIRES,
EFFECTIFS,
TENDANCE 2014...**
Découvrez les résultats
de notre étude sur la
chimie en Île-de-France
en page 4

FACE À L'INONDATION :
MOBILISEZ-VOUS !

REPÈRE

Europe centrale, Royaume-Uni, littoral français... en matière d'inondation, les dernières années ont vu se répéter des phénomènes d'intensité inédite, aux conséquences durables sur les populations et l'économie des territoires touchés.

Paradoxalement, la grande couverture médiatique de ces événements n'a pas significativement accru la conscience du risque en Île-de-France, territoire pourtant fortement exposé. L'inondation majeure de l'agglomération capitale reste ainsi encore trop souvent perçue comme un phénomène du passé, désormais contenu par le progrès technique.

plaine, la crue durera plusieurs semaines et les conséquences sur l'activité économique régionale, voire nationale compte tenu de la concentration de centres de décisions et d'activités économiques à forte valeur ajoutée, se feront sentir durant plusieurs années. L'OCDE a ainsi estimé, dans un rapport rendu public en 2014, à 5 points de PIB la première

année, et 2 points d'augmentation de la dette publique sur 20 ans, l'impact d'une crue de type 1910. L'enjeu est donc de préserver l'attractivité et la compétitivité du territoire par une bonne préparation à l'inondation, en développant des outils pour maintenir l'activité pendant la crise ou faciliter sa reprise.

LA MISE EN PLACE D'UNE
RÉPONSE ADAPTÉE

Dans cette perspective, la France a transposé la directive du 23 octobre 2007 sur les inondations en mettant en place, pour chaque territoire à risque important, des stratégies locales de gestion du risque. Les enjeux économiques de l'Île-de-France justifiaient une réponse encore plus spécifique tant la réduction de la vulnérabilité des entreprises représentait d'ores et déjà un objectif prioritaire. Notre stratégie, pilotée par le Préfet de la région d'Île-de-France et le Préfet de Police de Paris, repose notamment sur les travaux d'un comité économique au sein duquel services de l'État, représentants du monde économique et collectivités locales imaginent les solutions pour rendre possible

le maintien, même dégradé, de l'activité socio-économique de la région en période d'inondation, et à accélérer le retour à un fonctionnement normal après le retrait de l'eau. Fortement orienté vers les PME-PMI, il a pour premiers objectifs d'élaborer une communication efficace vers les chefs d'entreprises, en utilisant au mieux les vecteurs institutionnels existants (organismes consulaires et fédérations), et en adaptant le message aux diverses typologies d'entreprises rencontrées.

L'objectif pour chaque chef d'entreprise est de tendre vers l'autonomisation. Dans un scénario de crise majeure, les moyens publics d'intervention seront prioritairement mobilisés sur des problématiques de sécurité et de santé publiques. L'enjeu pour l'entreprise consiste donc à qualifier préalablement sa vulnérabilité et à la réduire. Celle-ci s'apprécie selon deux axes : vulnérabilité propre (exposition de l'entreprise à l'aléa, fragilité de ses infrastructures), et dépendance à des réseaux et utilités eux-mêmes vulnérables (fournisseurs, réseaux énergétiques, infrastructure routière, etc.). D'où pour chaque entreprise un double travail de diagnostic interne et de mise en réseau avec d'autres entreprises et acteurs.

Ce travail partenarial, en dehors de tout cadre réglementaire, m'apparaît la meilleure façon de favoriser la prise en compte du risque d'inondation, tant pour le développement des projets que pour la réduction de la vulnérabilité de l'existant, et devrait contribuer à renforcer la compétitivité et l'attractivité de notre territoire.

*Alain Vallet,
Directeur Régional et
Interdépartemental de
l'Environnement et de
l'Énergie d'Île-de-France*

L'inondation en Île-de-France : un risque important

Il s'agit d'un enjeu d'autant plus significatif que le territoire réalise 29% du PIB national. L'impact économique dépasserait largement les «frontières» régionales, voire nationales.

L'agglomération Parisienne est située au centre du bassin versant de la Seine, en aval de la confluence avec la Marne. Les crues de la Seine sont lentes, leur durée s'étale sur plusieurs semaines.

Entre 1910 et 1960, Paris a connu 10 crues, dont 3 supérieures à 7 mètres, 1910 (8.62m), 1924 (7.32m) et 1955 (7.12 m). La crue la plus importante remonte à 1658, elle atteignait 8.94m, soit 34cm au-dessus de celle de 1910 qui sert aujourd'hui de référence pour les servitudes d'urbanisme.

Les zones inondables étant fortement urbanisées, en cas de crue semblable à celle de 1910, l'EPTB Seine Grands Lacs estime que 850 000 personnes seraient directement exposées. 4 à 5 millions de personnes seraient concernées à des degrés divers : métro, réseau express, routes, équipements scolaires et hospitaliers, banques, assurances, alimentation en carburant et centres commerciaux seraient perturbés pendant plusieurs semaines. Même des secteurs éloignés des zones inondables seraient impactés. Les coûts directs liés à une telle catastrophe sont estimés à 30 Milliards € et les coûts indirects à 60 Milliards €.

Contact :
c.gosselin@uic-idf.fr

Préserver l'attractivité
et la compétitivité du
territoireDES ENJEUX
ÉCONOMIQUES
MENACÉS

De fait, si un certain nombre d'ouvrages (digues, barrages écrêteurs) offrent une plus grande protection contre l'inondation que celle dont bénéficiait l'agglomération en 1910, et lors de crues moins importantes du XXème siècle, ils ne représentent pas une garantie suffisante contre un phénomène naturel à l'occurrence certaine, dont la seule inconnue est la période où il se produira.

Qui plus est, les enjeux aujourd'hui menacés par l'inondation sont sans commune mesure avec ceux du début du XXème siècle. Outre une plus grande densité de population, en matière économique, ce sont près de 170 000 entreprises, essentiellement des PME et TPE, représentant 622 000 emplois, qui seraient directement ou indirectement impactées par l'aléa moyen (crue de débit comparable à celui de 1910). Dans notre région de

PARTAGE DES PROFITS !

La loi n°2011-894 du 28 juillet 2011 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2011 avait institué une prime de partage des profits pour une durée supposée limitée.

Pour mémoire, cette loi imposait cette nouvelle prime à toute entreprise commerciale employant au moins 50 salariés et versant des dividendes par part sociale ou par action en hausse par rapport à la moyenne des deux dernières années. Toutefois, cette prime ne devait s'appliquer que « jusqu'à l'intervention d'une loi suivant les résultats d'une négociation nationale interprofessionnelle, au plus tard le 31 décembre 2013, sur le partage de la valeur ajoutée qui pourra notamment proposer des adaptations législatives dans le champ de la participation et de l'intéressement ».

DANS L'ATTENTE D'UNE RÉFORME...

Il est vrai qu'une réforme profonde de la participation des salariés aux fruits de l'entreprise est annoncée depuis de nombreux mois, pour ne pas dire années. Institué par la loi du 3 décembre 2008, il a fallu attendre une impulsion issue de la conférence sociale de l'été 2012 pour que le Comité d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié (Copiesas) soit finalement mis en place en juin 2013...

Lors de cette conférence sociale, le gouvernement et les partenaires sociaux avaient posé le principe d'une négociation interprofessionnelle en 2013 sur les dispositifs de participation financière et d'épargne salariale afin d'en simplifier l'économie générale et d'en favoriser l'accès aux TPE/PME. François Hollande avait d'ailleurs confirmé cette volonté en demandant en novembre 2012 au gouvernement « une réflexion approfondie sur tous ces mécanismes de façon à les pérenniser, à les conforter, à les élargir sous certaines conditions et à les rendre stables sur le plan fiscal et social ». Vaste programme. Dans la perspective de cette négociation, le Copiesas avait pour mission d'effectuer un travail préalable de diagnostic et d'échanges.

... LA PRIME DE PARTAGE DES PROFITS TOUJOURS EN VIGUEUR

Or, à ce jour le Copiesas n'a toujours pas rendu sa copie.

Interrogé par l'Association Française des Entreprises Privées (AFEP) qui souhaitait savoir si la prime de partage des profits était toujours applicable en l'absence de loi intervenue avant le 31 décembre 2013, Yves Struillou, le nouveau Directeur général du travail, a indiqué dans un courrier daté du 8 avril 2014 que « dans la mesure où une loi n'est pas intervenue avant le 1er janvier 2014, les dispositions législatives relatives à la prime de partage des profits demeurent en vigueur, y compris celles concernant les exonérations sociales ». Il nous faudra donc attendre cette fameuse négociation sur le partage de la valeur ajoutée, et la loi prise en application, pour que la prime de partage des profits disparaisse définitivement.

Charlotte Brédon
Avocat
Cabinet BRL Avocats

BRÈVES

« RESPONSIBLE CARE » RÉSERVEZ UN STAND !

Les Trophées Nationaux « Responsible Care » ont été décernés lors des 3èmes Etat Généraux de la Chimie le 22 mai dernier. Deux entreprises Franciliennes ont été mises à l'honneur :

- CHIMEX, lauréate dans la catégorie Environnement,
- ISOICHEM Gennevilliers, nommée dans la catégorie Sécurité.

Retrouvez les dossiers récompensés sur le site www.uic-idf.fr rubrique SSE.

Retenez aussi, dès à présent dans votre agenda la date du 18 novembre 2014 où seront décernés à 15h les Trophées « Chimie Responsable » à l'initiative de l'UIC IDF et l'UIC Centre au Diamant A à Puteaux !

Contact :
c.gosselin@uic-idf.fr

Le Village de la Chimie des Sciences de la Nature et de la vie, organisé à l'initiative de l'UIC IDF et du CFA AFI24, en partenariat avec la Région Île-de-France, le MEDEF IDF, les entreprises et les établissements de formations des disciplines scientifiques concernées, se déroulera, en 2015, le Vendredi 6 Février et le Samedi 7 Février au Parc Floral de Paris Bois de Vincennes. Il a pour objectif prioritaire d'éveiller ou de confirmer auprès des jeunes des vocations scientifiques et technologiques. Votre concours est indispensable à la réussite cet événement. Vous pouvez, dès à présent, réserver votre stand.

Contact :
villagedelachimie@live.fr

FORMATIONS CCNIC : 2^{ÈME} SEMESTRE

Le Département Social et Relations Humaines de l'UIC IDF animera à l'intention des entreprises de la profession son nouveau séminaire consacré à « la durée et l'aménagement du temps de travail dans les industries chimiques » :

- le 14 octobre à Rennes (Bretagne) ;
- le 6 novembre à Strasbourg (Alsace).

Il animera également son traditionnel séminaire « la CCNIC : ses spécificités » :

- le 08 juillet à Puteaux (IDF) ;
- le 10 juillet à St Quentin (Picardie Champagne Ardennes) ;
- le 25 septembre à Bruges (Aquitaine) ;
- le 4 novembre à Puteaux (IDF).

Informations et inscription :
info@reso-industries.fr

APPEL AUX ADHÉRENTS !

Le département Chimie de l'IUT de Créteil Vitry, dont un certain nombre d'entre vous ont pu apprécier le dynamisme et les performances lors de notre récente Assemblée Générale, est à la recherche pour son laboratoire :

- d'un spectrophotomètre UV-visible à double faisceau ;
- d'un photomètre de flamme ;
- d'un chromatographe en phase gazeuse ;
- d'un spectrophotomètre infrarouge.

Aussi, nous vous serions reconnaissants si vous envisagiez prochainement de vous séparer de l'un de ces appareils, de le céder au département Chimie de l'IUT Créteil Vitry et de prendre contact avec Eric Leonel, Responsable des relations entreprises du département Chimie : leonel@u-pec.fr.

LA CHIMIE EN ILE-DE-FRANCE : UNE ANNÉE 2013 DIFFICILE, DES ESPOIRS POUR 2014

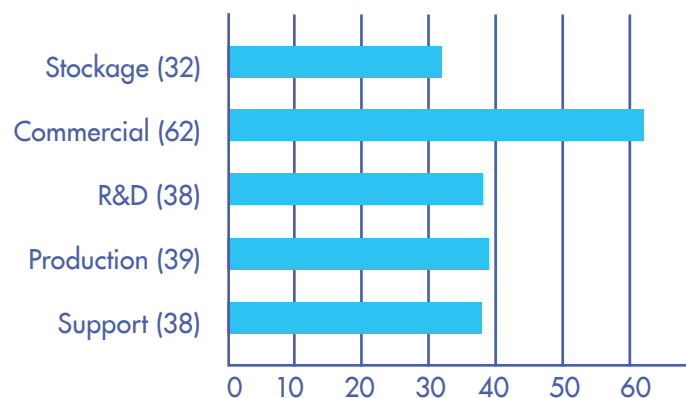
Après une large étude réalisée sur la chimie en région parisienne en 2012⁽¹⁾, l'UIC Ile-de-France a procédé en 2014 à la seconde édition de son enquête annuelle réalisée auprès des entreprises franciliennes de la chimie. Le nombre de participants a augmenté de 10 %, confortant l'assise de nos travaux. Le panel 2014 compte 94 établissements franciliens réunissant 4172 salariés.

TOUJOURS UNE GRANDE HÉTÉROGÉNÉITÉ

Les répondants appartiennent cette année à 31 activités différentes, principalement "Commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté", "Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base" et "Fabrication d'autres produits chimiques".

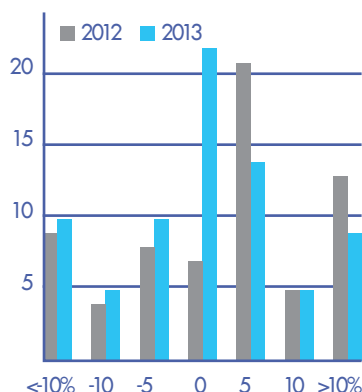
Les établissements ont autant une vocation industrielle (production, stockage) que de R&D ou administrative.

38 % des entreprises appartiennent à un groupe étranger, le plus souvent allemand ou américain.



UNE ÉVOLUTION NÉGATIVE ENTRE 2012 ET 2013

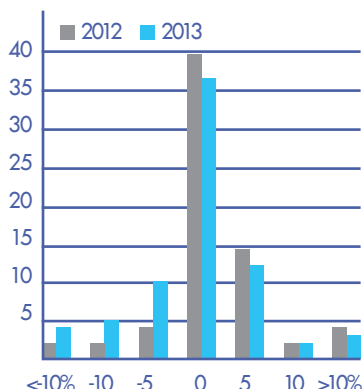
Les entreprises étaient invitées à se positionner par tranche d'évolution du chiffre d'affaires et des effectifs.



Chiffre d'affaires

Une nette majorité a vu son chiffre d'affaires stagner en 2013. La dégradation est générale : moins de sociétés en hausse de CA, plus en recul.

Les TPE vivent une situation plus contrastée : si un tiers a subi une très forte chute d'activité, un quart tout de même réalise 10 % ou plus de hausse.



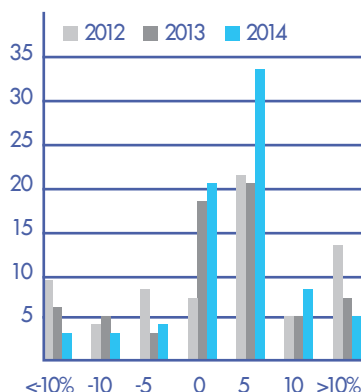
Effectifs

Une majorité a connu une évolution nulle, mais le nombre de sociétés en réduction d'effectifs a doublé par rapport à 2012.

Les entreprises les plus touchées se situent en aval de la filière (plastique, industrie manufacturière, distribution).

UN RETOURNEMENT ATTENDU POUR 2014

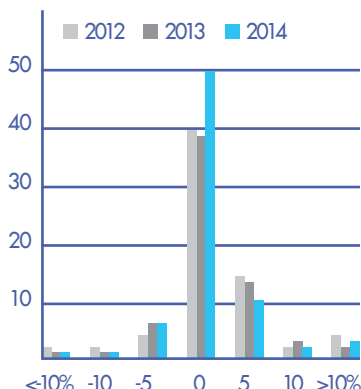
C'est le point le plus positif de l'enquête : l'activité est attendue en nette amélioration par rapport aux deux années précédentes. 43 % des participants attendent un CA en hausse de 5 %. En tout 6 prévisions sur 10 sont positives.



Perspectives de chiffre d'affaires

C'est le point le plus positif de l'enquête : l'activité est attendue en nette amélioration par rapport aux deux années précédentes. 43 % des participants attendent un CA en hausse de 5 %. En tout 6 prévisions sur 10 sont positives.

Les résultats sont tirés par les sociétés du Commerce, à 2/3 en attente de 5 à 10 % de progression.



Perspectives quant aux effectifs

Deux tiers des entreprises anticipent une stabilisation des effectifs, avec une réduction tant des recrutements que des licenciements.

Les TPE du secteur sont les plus optimistes, avec aucun licenciement prévu contre un quart qui prévoient d'embaucher.

⁽¹⁾ Sa publication a donné lieu à un numéro spécial du Catalyseur en décembre 2012. Elle peut être consultée sur notre site Internet rubrique Le Catalyseur



**Assembly
Conseil**

« Le Catalyseur », lettre d'information de l'UIC Ile-de-France,
Le Diamant A - 92909 Paris la Défense Cedex
Site : www.uic-idf.fr
Directeur de la publication : Gilles le Maire (01 46 53 12 29)
Rédacteur en chef : Tiphaine Lecoer (01 46 53 11 84)
Maquette, réalisation et routage : quel talent.com